

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Troyes, le 22 juin 2022

Nos réf. : SAU/EC/NS n° 22-275

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOUFFLET Fontaine-Macon

RD 68

10400 FONTAINE MACON

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement SOUFFLET Fontaine-Macon implanté RD 68 10400 FONTAINE MACON. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale "Sous-traitance" visant les sites Seveso seuil haut. L'exercice POI avec incendie sur le quai a également été mené afin de vérifier le temps de remplissage en mousse de la zone de préparation de commande.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET Fontaine-Macon
- RD 68 10400 FONTAINE MACON
- Code AIOT dans GUN : 0005703053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

L'installation contrôlée est un entrepôt, classé SEVESO seuil haut, stockant des produits agropharmaceutiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Système de gestion de la sécurité (SGS)
- Action nationale "Sous-traitance" pour les sites Seveso seuil haut

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
procédure SGS relative à la sous traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
Identification des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1	/	Sans objet
identification des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Procédures et instructions	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 annexe1	/	Sans objet
inspection commune préalable aux travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1	/	Sans objet
suivi du chantier	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1	/	Sans objet
réception des travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 annexe1	/	Sans objet
évaluation des entreprises extérieures :	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Organisation de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 7.8.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses tâches ou activités peuvent être sous-traitées sur les sites SEVESO. L'action nationale vise donc de s'assurer que les dispositions encadrant la préparation des interventions des sous-traitants et la formation des intervenants définis dans le cadre du système de gestion de la sécurité sont respectés.

SOUFFLET AGRICULTURE a démontré que son Système de Gestion de la Sécurité (SGS) est opérationnel. L'exercice POI réalisé lors de la visite a permis de conforter l'analyse documentaire du SGS.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : procédure SGS relative à la sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement
Constats : Un SGS est disponible sur site. L'exploitant déclare qu'il est régulièrement mis à jour, a minima une fois par an, avant la revue de direction. Le chapitre 3.3 du manuel du SGS est consacré aux travaux réalisés par les entreprises extérieures. De plus, la procédure générale de gestion des entreprises extérieures est annexée au SGS pour encadrer notamment la mise en œuvre des plans de prévention réalisés sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS : organisation Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : La majorité des travaux réalisés au niveau du site sont sous-traités. Une liste des sous-traitants intervenant régulièrement est disponible dans le SGS et a été transmise à l'inspection des installations classées. La majorité des installateurs d'origine ont été conservés pour réaliser les opérations de maintenance. L'exploitant précise que pour tous travaux, un plan de prévention est rédigé avec l'entreprise extérieure. Une réunion annuelle est organisée au niveau du groupe SOUFFLET AGRICULTURE avec tous les prestataires réguliers. L'objectif de cette réunion est de rappeler les règles de sécurité communes à tous les sites (mêmes produits stockés) et un point spécifique dédié à la sûreté pour les entreprises intervenant sur ce site. Au début de chaque chantier ou de phase de maintenance, les personnes extérieures au site s'inscrivent sur le registre d'entrée et de sortie à l'entrée. Elles sont alors accueillies par le chef d'établissement ou un membre permanent de la plateforme. Les consignes leurs sont alors rappelées oralement- notamment celle en cas d'incendie – le point de rassemblement leur est indiqué. L'exploitant indique que, pour toutes formes d'incidents pouvant se produire sur le site, les entreprises extérieures ne sont pas habilitées à intervenir. Les actions à mettre en œuvre par le personnel sur site sont quant à elles clairement indiquées dans le POI qui est testé régulièrement. Parmi ces actions, l'appel de toutes les personnes présentes sur site est réalisé et inclut les entreprises extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information / formation du personnel sous traitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS : formation : Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Le SGS renvoie au plan de prévention et à la procédure de gestion des entreprises extérieures. Le plan de prévention détaille les dangers spécifiques et les mesures de prévention prises sur le chantier. Les zones dangereuses sont identifiées et matérialisées visiblement sur site. Les entreprises extérieures sont accompagnées à leur zone de travail par un personnel de la plateforme. L'exploitant a précisé que les consignes de sécurité sont transmises à tous les intervenants lors de l'établissement des plans de prévention (annuels ou ponctuels). En complément, un accueil de toute personne extérieure au site est réalisé par le chef d'établissement qui rappelle alors les consignes applicables au site et l'importance de les respecter. L'exploitant rappelle qu'aucune intervention par une entreprise extérieure n'est réalisée sur site sans cet accueil. De plus, toutes les interventions sur site font l'objet d'un rendez-vous – l'entreprise extérieure transmet alors la liste des personnes qui interviendront sur le site et les habilitations associées. Le plan de prévention vierge a été transmis à l'inspection des installations classées en amont de la visite d'inspection. Lors de la visite, le plan de prévention réalisé lors de la réfection de 3 quais a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : identification des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 2 du SGS Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.
Constats : Le site ne présente pas de risque industriel complexe lié à son process. Il est clairement spécifié au moment de l'établissement du plan de prévention, que la plateforme stocke des produits phytosanitaires avec des caractéristiques de dangers. Les pictogrammes sont affichés au niveau du site. Les entreprises extérieures n'ont en aucun cas l'autorisation de manipuler les produits présents sur site. Les consignes de sécurité sont incluses dans le plan de prévention, signé et accompagné de l'autorisation de travaux. Dans le cadre de l'établissement du plan de prévention, une visite du chantier est réalisée. Des visites au cours du chantier sont réalisées afin de s'assurer de l'application des consignes. Le plan de prévention complété lors de la réfection des quais a été présenté et les consignes de sécurité y figurent. Aucune entreprise extérieure n'intervient sur le site en dehors des horaires ouverts de la plateforme. L'exploitant précise que le personnel du site reste vigilant lors de phase de chantier sur le site. 2 MMR sont identifiées sur le site de Fontaine-Macon. Les entreprises extérieures qui interviennent sont clairement identifiées dans la consigne encadrant ces MMR. Leur nombre reste limité, puisque seulement 2 sous-traitants interviennent pour ces MMR. Le choix a été fait de conserver les installateurs comme sous-traitants relatifs aux opérations de maintenance et de vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Procédures et instructions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 annexe1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt , de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous traitées, font l'objet de telles procédures
Constats : Un plan de prévention annuel ou ponctuel est établi avec les sous-traitants. Les risques présentés par l'activité du site sont rappelés, et en particulier le risque incendie, risque majeur du site. En cas de travaux par points chauds – ces derniers sont effectués lorsque cela est possible à l'extérieur du site – lorsque cela n'est pas possible, une zone spécifique sécurisée est alors mise en place. Un permis de feu complémentaire au plan de prévention est établi avant tout travail par points chauds et une analyse des risques est alors réalisée avec l'entreprise extérieure. Le permis de feu relatif aux travaux de réfection des quais a été présenté. Il n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées. Les entreprises extérieures interviennent sur le site principalement sur les infrastructures du site. Il n'y a pas de phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations au regard de l'activité de stockage du site. La liste des prestataires extérieurs est jointe au SGS et la durée de leurs interventions respectives est précisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : inspection commune préalable aux travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les travaux sur site sont encadrés par des plans de préventions annuels ou ponctuels. Une visite préalable aux chantiers est réalisée avec l'entreprise extérieure en amont des travaux. Lors de l'établissement du plan de prévention, les consignes de sécurité du site sont rappelées. Il est notamment expliqué que la plateforme stocke des produits phytosanitaires présentant des caractéristiques de dangers. Les pictogrammes sont affichés au niveau du site. Il est alors rappelé que les entreprises extérieures ne sont pas autorisées à manipuler les produits présents sur la plateforme. Aucune entreprise extérieure n'intervient sur le site en dehors des horaires ouverts de la plateforme. L'exploitant précise que le personnel du site reste vigilant lors de phases de chantier sur le site. La réalisation de la visite préalable de chantier est consignée dans le plan de prévention. Le sous-traitant a connaissance des risques spécifiques du site (toxicité,...) identifiés dans l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Dans le cadre des plans de prévention (page 8/9), des visites régulières du chantier sont réalisées par le chef d'établissement ou par un membre du personnel permanent. Ces visites permettent de s'assurer du respect des consignes de sécurités par les entreprises extérieures. Le plan de prévention complété dans le cadre de la réfection des quais intègre ces visites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : réception des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 annexe1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : A la fin de chaque chantier, une visite de contrôle des travaux réalisés est réalisée par le chef d'établissement, voire par un membre permanent du personnel de la plateforme. Lors de phase de travaux présentant des spécificités particulières, le service entretien de la société Soufflet Agriculture peut intervenir en support et réaliser cette opération de réception. En cas de non-conformités observées, ces dernières sont immédiatement notifiées à l'entreprise extérieure. L'exploitant explique que les factures associées à ces travaux peuvent alors être bloquées jusqu'à atteindre la mise en conformité. Le cas échéant, la réception des travaux et ses conclusions sont tracées dans le plan de prévention. La procédure de gestion des entreprises extérieures détaille par un logigramme la conduite à tenir par le personnel du site lors de non-conformités constatées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : évaluation des entreprises extérieures :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 6 du SGS : surveillance des performances : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : En cas d'incident lors d'un chantier, une fiche incident interne est alors rédigée. Une récurrence trop importante de ces fiches incidents avec une entreprise extérieure conduirait à ne plus faire appel à cette entreprise. A ce jour, l'exploitant précise qu'aucune entreprise extérieure intervenant sur le site n'a été identifiée comme non-performante vis-à-vis des travaux demandés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 5 du SGS : gestion des situations d'urgence : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant indique que les entreprises extérieures pouvant intervenir sur le site de Fontaine-Macon, ne sont pas habilitées à intervenir en cas de situation d'urgence. Les entreprises doivent prévenir un membre du personnel permanent du site en cas de suspicion d'une situation d'urgence. Aucune entreprise extérieure n'intervient sur le site en dehors des horaires ouvrés de la plateforme. Le personnel du site reste vigilant lors de phase de chantier sur le site. En cas de situation d'urgence, les personnes externes au site doivent évacuer et se rassembler au point de rassemblement identifié. L'exploitant précise qu'il est possible que, lors des exercices POI régulièrement programmés sur le site, des intervenants soient présents sur le site et que, dans ce cas, ces derniers participent à l'exercice. L'entreprise installatrice des dispositifs d'extinction automatique a participé à l'exercice POI réalisé lors de la visite d'inspection du 10 juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 7.8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Le P.O.I. est testé à des intervalles n'excédant pas 3 ans ; des exercices réguliers sont également réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour ces exercices.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 10 juin 2022, un exercice d'extinction incendie par la mousse a été réalisée en présence de l'installateur à partir d'un feu réel sur le quai, en présence des pompiers et de l'inspection des installations classées. Les détecteurs incendie ont fonctionné 2min20s après le départ de l'incendie, actionnant les alarmes sonores et visuelles. Le POI a été déclenché, puis il a été déroulé par les salariés présents. A partir du départ de l'incendie créé, il a fallu 3min 20s pour que l'extinction automatique se déclenche, soit 1 min après le retentissement de l'alarme laissant le temps au personnel d'évacuer. 1 min plus tard, la zone de préparation de commande du quai est recouverte par 2 m de mousse. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque particulière sur le déroulé du POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet